

LE POINT SUR

L'INSTITUT NATIONAL DU CANCER AU COEUR DES ACTIONS EUROPÉENNES

MAI 2025

À l'occasion de la Journée de l'Europe, qui se tient chaque année le 9 mai, l'Institut national du cancer fait le point sur son implication et son engagement dans la lutte contre les cancers en lien avec les États membres.

Cette Journée célèbre l'ambition collective à coopérer face aux grands défis communs. En santé, cette ambition prend tout son sens : unir les efforts pour mieux prévenir, diagnostiquer, comprendre et traiter les cancers au bénéfice des 450 millions d'habitants de l'Union européenne.

Depuis 2021, la stratégie décennale de lutte contre les cancers, portée par l'Institut national du cancer, fait de la coopération européenne l'une de ses priorités.

Elle souligne l'importance des dynamiques européennes pour accélérer les progrès en matière de prévention, de recherche, de soins, d'accès à l'innovation et de lutte contre les inégalités.

Des progrès qui bénéficient aux 450 millions d'habitants de l'Union européenne.

Elle s'est également inscrite dans un **calendrier européen favorable**, marqué la même année, par le lancement de **deux initiatives majeures** : le **Plan européen de lutte contre les cancers** et la **Mission Cancer européenne**.

Ces deux cadres d'action définissent des priorités convergentes avec la stratégie nationale française : prévention renforcée, amélioration du dépistage, accès équitable à l'innovation, recherche transdisciplinaire et soutien aux patients.

L'action européenne de l'Institut s'articule aujourd'hui autour de 4 dimensions complémentaires :

- sa contribution active à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques européennes, en cohérence avec la stratégie nationale ;
- sa représentation au sein des instances européennes de pilotage pour porter les priorités françaises et renforcer les coopérations ;
- sa participation à des projets européens structurants qui permettent une mise en œuvre concrète des politiques européennes sur le terrain français, tout en favorisant les retours d'expérience vers Bruxelles ;
- sa mobilisation des acteurs français de la cancérologie française autour des initiatives européennes et son lien entre Bruxelles et le terrain au niveau national.



450

millions d'habitants
dans l'Union européenne

2,7

millions de personnes
diagnostiquées d'un cancer

1,3

millions de personnes
décédées de la maladie

Données 2020 issues de la
[Commission européenne.](#)



LA LUTTE CONTRE LES CANCERS, UNE PRIORITÉ EUROPÉENNE DANS LAQUELLE L'INSTITUT NATIONAL DU CANCER EST ENGAGÉ

La lutte contre les cancers, une priorité forte de l'Union européenne

En **février 2021**, la Commission a lancé **le Plan européen de lutte contre les cancers**, une stratégie dotée d'un budget de 4 milliards d'euros visant à agir sur tous les champs de la lutte contre les cancers : prévention, dépistage, traitements, recherche, amélioration de la qualité de vie des patients et diminution des séquelles. **Les objectifs et le calendrier de ce Plan rejoignent ceux de la Stratégie décennale de lutte contre les cancers 2021 - 2030.**

En complément de cette initiative d'envergure, la Commission a également mis en place une « **Mission** » sur le cancer, dans le cadre du programme Horizon Europe, **avec pour ambition d'améliorer la vie de plus de 3 millions de personnes d'ici 2030** grâce à l'innovation en recherche, au partage des données et au développement de nouvelles approches thérapeutiques.

En tant qu'agence d'expertise sanitaire et scientifique de l'État, chargée de coordonner la lutte contre les cancers, **l'Institut y a contribué dès leur élaboration, et agit aujourd'hui pour leur mise en œuvre**, en veillant à leur cohérence avec la stratégie décennale française de lutte contre les cancers 2021-2030.

L'Institut national du cancer, une voix française dans les instances européennes

Aux côtés des ministères en charge de la Santé et de la Recherche, **l'Institut national du cancer contribue à assurer la représentation de la France dans les instances décisionnelles européennes.**

La Commission européenne s'appuie en effet sur de nombreux groupes d'experts, réunissant des représentants de chaque État membre, pour l'éclairer dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi de ses initiatives (législatives ou non législatives).

L'Institut y porte la voix de la France, partage son expertise et veille à l'alignement avec les priorités nationales.

En participant activement à ces échanges, l'Institut s'informe également sur les politiques et pratiques des autres États membres s'inspirant des expériences les plus pertinentes pour nourrir et renforcer les actions françaises, tout en mettant également en avant ses propres initiatives nationales.

Le Hub Cancer France, trait d'union entre Bruxelles et le terrain

Avec le soutien des ministères en charge de la Santé et de la Recherche, **l'Institut pilote le Hub Cancer France, rassemblant les principaux acteurs de la cancérologie française** : centres de recherche, établissements de santé, associations de patients, etc.

Anciennement appelé Groupe Miroir, ce groupe a été repensé en 2025 pour mieux répondre aux besoins des acteurs nationaux.

Il a ainsi pour **mission d'informer sur les initiatives européennes, de soutenir la participation française aux projets européens, de favoriser l'échange de bonnes pratiques, et d'assurer le relai des priorités françaises auprès des institutions européennes.**



UN ENGAGEMENT CONCRET AU TRAVERS DE PROJETS STRUCTURANTS

L'engagement européen de l'Institut national du cancer, à la mise en œuvre du Plan cancer européen et de la Mission Cancer, se traduit également par sa participation active à de nombreux projets européens.

En 2025, l'Institut participe à 12 projets européens financés dans le cadre de programmes tels qu'Horizon Europe, EU4Health ou Digital Europe. **Ces projets couvrent l'ensemble des champs de la lutte contre les cancers** : de la prévention, aux soins, en passant par la recherche, le dépistage, et les données.

Dans le domaine de la **prévention**, l'Institut est engagé dans le projet PERCH, qui vise à renforcer la vaccination contre les papillomavirus humains, ainsi que dans l'action conjointe PreventNCD, pour améliorer la prévention des cancers et maladies chroniques.

En matière de **dépistage**, il participe au projet EUCanScreen, qui œuvre à la mise en œuvre de nouvelles recommandations européennes sur les dépistages des cancers (sein, col de l'utérus, colorectal mais aussi poumon, prostate et estomac).

Dans le champ de la **recherche**, l'Institut national du cancer participe à TRANSCAN-3, un programme de financement de la recherche translationnelle, et à T2EVOLVE, un partenariat public-privé sur l'immunothérapie cellulaire.

Il est également impliqué dans l'**action conjointe JaNE-2, ayant pour objectif de structurer des réseaux d'expertise sur des thématiques comme les cancers de mauvais pronostic, les soins palliatifs, ou encore les technologies -omics.**

Enfin, l'Institut prend part à des projets sur la **structuration des politiques publiques**, comme ECHoS pour le déploiement de hubs nationaux de lutte contre les cancers au sein de chaque État membre, ou encore French_HealthData@EU pour préparer la mise en œuvre du règlement européen sur la création d'un Espace européen des données de santé (EEDS) au niveau national.

Cette diversité de projets illustre la volonté de l'Institut de contribuer activement aux politiques européennes en matière de lutte contre les cancers

Aux côtés d'acteurs de toute l'Europe, il contribue ainsi à la mise en œuvre concrète des initiatives européennes au niveau national. **L'Institut assure également la coordination du projet EUnetCCC, la plus grande action conjointe jamais lancée en santé, visant à structurer un réseau européen de centres intégrés de lutte contre les cancers.**

Plus d'informations sur ces projets sur le site de l'Institut national du cancer : cancer.fr.

Afin de structurer et mettre en œuvre sa stratégie de coopération et d'influence à l'échelle européenne, l'Institut national du cancer s'est doté d'une Mission Affaires Européennes et Internationales (MAEI) rattachée à sa direction générale.



EUNETCCC, UN PROJET CLÉ AU CŒUR DE L'EUROPE DE LA SANTÉ PILOTÉ PAR L'INSTITUT NATIONAL DU CANCER

Depuis fin 2024, l'Institut pilote le projet EUnetCCC (European Network of Comprehensive Cancer Centres) – une action conjointe entre États membres lancée par la Commission européenne dans le cadre du Plan cancer européen et du programme de financement EU4Health.

Ce projet ambitieux vise à créer un vaste réseau européen de centres de lutte contre les cancers de référence (aussi appelés Comprehensive Cancer Centres – CCCs) intégrant éducation, recherche, et soins de haute qualité en oncologie. L'objectif de ce projet vise à garantir à 90 % de la population un accès à des soins de haute qualité tout en réduisant les disparités entre États membres.

Pour y parvenir, l'action conjointe prévoit la mise en place d'un cadre européen de reconnaissance et de certification des centres, ainsi que des outils de renforcement des capacités, des lignes directrices, des programmes de soutien à la mise en réseau et des actions concrètes de coopération.

L'objectif opérationnel ambitionne d'atteindre 100 centres certifiés à travers l'Europe d'ici 2028, avec au moins un CCC dans chaque État membre.

Cette ambition découle d'une vision commune de permettre à chaque personne, dans chaque région, d'avoir accès au meilleur en matière de soins, de recherche et d'innovation. Pour concrétiser cette ambition, l'action conjointe est structurée en neuf groupes de travail couvrant l'ensemble des dimensions nécessaires à la création d'un tel réseau : certification des centres, renforcement des capacités, mise en place d'une gouvernance durable, développement d'activités entre centres, amélioration des parcours patients, etc.



Séminaire en présence des leaders des groupes de travail d'EUnetCCC à Faro, les 12 et 13 décembre 2024.

CHIFFRES CLÉS DU PROJET EUNETCCC

110 M€

de budget total dont 90M€
de contributions de l'UE

4 ANNÉES

de travail collaboratif
à travers 9 groupes de travail

163

organismes impliqués issus
de 31 pays différents

100

100 centres certifiés d'ici 2028